

PORTRAIT STATISTIQUE

DIRECTION DE LA RECHERCHE
ET DE LA STATISTIQUE

AVRIL 2004

Les dépenses publiques en matière de culture au Québec en 2001-2002

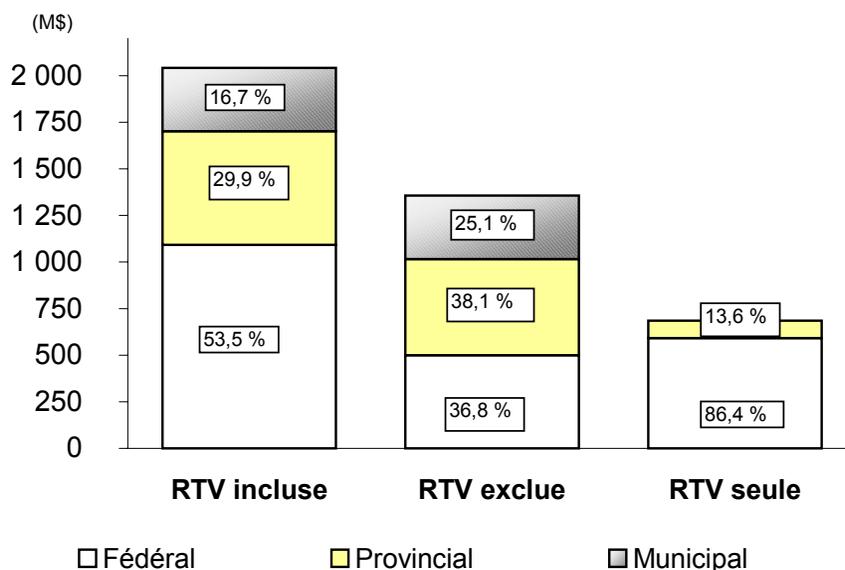
Ce portrait porte sur les dépenses des gouvernements en matière de culture au Québec et fait la comparaison avec la situation prévalant dans les autres provinces et dans l'ensemble du Canada. Pour bien comprendre quel est l'univers couvert, nous vous invitons à lire les notes explicatives placées à la fin du document.

Répartition des dépenses entre les trois gouvernements

En 2001-2002, les dépenses publiques en culture au Québec ont, pour la première fois, dépassé les deux milliards de dollars (deux milliards 42 millions de dollars pour être précis); 53,5 % de cette somme provient du gouvernement fédéral (1 091,4 M\$), 29,9 % du gouvernement du Québec (609,6 M\$) et 16,7 % du gouvernement municipal (340,7 M\$).

La radiotélédiffusion accapare à elle seule le tiers des dépenses, soit 684,9 M\$, et 86,4 % de cette somme provient du gouvernement fédéral. Si on exclut la RTV, les dépenses s'établissent à 1 357 M\$ et le gouvernement québécois devient alors le plus important bailleur de fonds (38,1 % ou 516,6 M\$), suivi de près du gouvernement fédéral (36,8 % ou 499,4 M\$). Viennent ensuite les administrations municipales avec 25,1 % des dépenses ou 340,7 M\$.

Graphique 1 : Répartition des dépenses culturelles de chacun des trois gouvernements, avec et sans RTV, Québec, 2001-2002



Les dépenses des trois gouvernements selon chaque secteur culturel

Tous gouvernements confondus, le secteur de la RTV est, tel qu'il est souligné plus haut, celui qui entraîne les dépenses les plus importantes : 33,5 % de l'ensemble des dépenses ou 684,9 M\$. Ce secteur est suivi de celui des musées (225,9 M\$ ou 11,1 % des dépenses totales), des bibliothèques publiques (211,7 M\$), du cinéma et de la vidéo (186,9 M\$) et du patrimoine (183,9 M\$). Ces 5 secteurs font l'objet de presque les trois quarts des investissements publics en culture.

Tableau 1 : Dépenses de chacun des trois gouvernements selon les secteurs

Secteurs culturels	Provincial		Fédéral		Municipal		Total	
	(M\$)	(%)▼	(M\$)	(%)▼	(M\$)	(%)▼	(M\$)	(%)▼
Bibliothèques nationales	17,8	2,9	26,6	2,4	-	-	44,4	2,2
Bibliothèques publiques	24,1	4,0	-	-	187,5	55,0	211,7	10,4
Musées	103,2	16,9	57,8	5,3	64,9	19,0	225,9	11,1
Archives publiques	18,5	3,0	9,4	0,9	-	-	27,8	1,4
Patrimoine	41,4	6,8	141,5	13,0	0,9	0,3	183,9	9,0
Enseignement des arts	24,2	4,0	0,1	0,0	-	-	24,3	1,2
Édition	14,7	2,4	42,6	3,9	-	-	57,3	2,8
Arts de la scène	102,7	16,8	34,6	3,2	5,0	1,5	142,3	7,0
Arts visuels et métiers d'art	26,4	4,3	5,4	0,5	-	-	31,7	1,6
Cinéma et vidéo	46,0	7,6	140,8	12,9	-	-	186,9	9,2
Radiotélédiffusion	93,0	15,3	591,9	54,2	-	-	684,9	33,5
Industrie du disque	5,7	0,9	2,1	0,2	-	-	7,8	0,4
Multiculturalisme	7,0	1,2	0,1	0,0	-	-	7,1	0,3
Activités multidisciplinaires	48,4	7,9	38,4	3,5	-	-	86,8	4,3
Autres secteurs culturels	36,4	6,0	-	-	82,3	24,2	118,7	5,8
Total (avec RTV)	609,6	100,0	1091,4	100,0	340,7	100,0	2041,7	100,0

culturels, Québec, 2001-2002

Si on examine les dépenses du gouvernement du Québec, on constate que près de la moitié de celles-ci sont attribuées à 3 secteurs : 16,9 % des dépenses sont allouées aux musées (103,2 M\$), 16,8 % aux arts de la scène (102,7 M\$) et 15,3 % à la radiotélédiffusion (93,0 M\$).

Soulignons que, sur les 609,6 M\$ dépensés par le gouvernement québécois au titre de la culture, près de 85 % (517,0 M\$) proviennent du MCC ou des organismes dont il est responsable ; les sommes venant des autres ministères ou organismes sont évaluées à 92,6 M\$. Par exemple, le ministère de l'Éducation consacre 15,7 M\$ au secteur du cinéma et de la vidéo et 2,3 M\$ à la littérature, une somme de 3,3 M\$ provenant de l'Assemblée nationale du Québec est allouée aux parcs et lieux historiques, le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration affecte 5,8 M\$ au multiculturalisme et Tourisme Québec attribue 5,4 M\$ aux arts d'interprétation.

En ce qui concerne le gouvernement fédéral, la plus grande part de ses dépenses au Québec est consacrée à la radiotélédiffusion (54,2 % ou 591,9 M\$). Les autres secteurs les plus importants sont le patrimoine (141,5 M\$ ou 13,0 % des dépenses fédérales) et le cinéma et la vidéo (140,8 M\$ ou 12,9 %).

Le gouvernement municipal québécois a dépensé 340,7 M\$ dans le domaine de la culture en 2001-2002. Comparativement aux deux autres ordres de gouvernement, il concentre ses dépenses dans un nombre restreint de secteurs, soit cinq, et plus de la moitié (187,5 M\$) vont aux bibliothèques publiques.

La part de chaque gouvernement dans chacun des secteurs culturels

Un autre angle de vue consiste à regarder la part respective des dépenses de chaque gouvernement dans chacun des différents secteurs (tableau 2).

Le gouvernement québécois contribue à plus de 50 % des dépenses totales dans 7 secteurs : les archives publiques (66,3 %), l'enseignement des arts (99,5 %), les arts de la scène (72,1 %), les arts visuels et les métiers d'art (83,1 %), le disque (73,2 %), le multiculturalisme (98,5 %) et les activités multidisciplinaires (55,8 %).

De son côté, le gouvernement fédéral assume plus de 50 % des dépenses totales dans 5 secteurs : les bibliothèques nationales (59,9 %), le patrimoine (77,0 %), l'édition (74,3 %), le cinéma et la vidéo (75,4 %) et la radiotélédiffusion (86,4 %).

Quant au gouvernement municipal, son engagement financier dépasse les 50 % dans deux secteurs : il assume 88,6 % des dépenses publiques affectées aux bibliothèques publiques et 69,3 % de celles réalisées dans la catégorie «autres secteurs culturels» qui incluent notamment le loisir culturel et certains frais reliés au matériel d'animation, les frais de promotion, etc.

Tableau 2 : Part de chaque gouvernement dans le financement des secteurs culturels, Québec, 2001-2002

Secteurs culturels	Provincial		Fédéral		Municipal		Total	
	(M\$)	(%) ▶	(M\$) →	(%)	(M\$) ▶	(%) ▶	(M\$)	(%)
Bibliothèques nationales	17,8	40,1	26,6	59,9	-	-	44,4	100,0%
Bibliothèques publiques	24,1	11,4	-	-	187,5	88,6	211,7	100,0%
Musées	103,2	45,7	57,8	25,6	64,9	28,7	225,9	100,0%
Archives publiques	18,5	66,3	9,4	33,7	-	-	27,8	100,0%
Patrimoine	41,4	22,5	141,5	77,0	0,9	0,5	183,9	100,0%
Enseignement des arts	24,2	99,5	0,1	0,5	-	-	24,3	100,0%
Édition	14,7	25,7	42,6	74,3	-	-	57,3	100,0%
Arts de la scène	102,7	72,1	34,6	24,3	5,0	3,5	142,3	100,0%
Arts visuels et métiers d'art	26,4	83,1	5,4	16,9	-	-	31,7	100,0%
Cinéma et vidéo	46,0	24,6	140,8	75,4	-	-	186,9	100,0%
Radiotélédiffusion	93,0	13,6	591,9	86,4	-	-	684,9	100,0%
Industrie du disque	5,7	73,2	2,1	26,8	-	-	7,8	100,0%
Multiculturalisme	7,0	98,5	0,1	1,5	-	-	7,1	100,0%
Activités multidisciplinaires	48,4	55,8	38,4	44,2	-	-	86,8	100,0%
Autres secteurs culturels	36,4	30,7	-	-	82,3	69,3	118,7	100,0%
Total (avec RTV)	609,6	29,9	1 091,4	53,5	340,7	16,7	2 041,7	100,0%

Comparaison des dépenses au Québec en 2001-2002 et en 2000-2001

Au total, les dépenses en culture ont augmenté de 100,5 M\$ ou 5 % entre 2000-2001 et 2001-2002. Tandis que les dépenses du gouvernement québécois connaissent une légère baisse de 2 % ou 12 M\$, celles du gouvernement fédéral augmentaient de 11 % ou 110,3 M\$ et celles du gouvernement municipal de 1 % (+ 2,2 M\$), comme le montre le tableau 3.

Si on examine les dépenses du gouvernement du Québec, on voit que les secteurs ayant connu les plus fortes hausses par rapport à l'année précédente sont la radiotélédiffusion (+ 13,0 M\$), le cinéma et la vidéo (+ 11,2 M\$), la catégorie « autres » (+10,1 M\$) et le patrimoine (+ 8,1 M\$). Les secteurs ayant au contraire subi les diminutions les plus importantes sont les bibliothèques publiques (-27,6 M\$)¹, l'enseignement des arts (- 14,0 M\$) et les arts de la scène (- 13,5 M\$).

Du côté fédéral, deux secteurs bénéficient surtout de la hausse des dépenses de 110 M\$: la radiotélédiffusion voit son budget augmenter de 58,8 M\$ et le patrimoine connaît une hausse de 20 % ou 23,4 M\$.

Finalement, on remarque du côté des municipalités une diminution des dépenses en matière de bibliothèques publiques de l'ordre de 12,4 M\$, ce qui représente une baisse de 6 %.

Tableau 3 : Évolution des dépenses de chaque gouvernement par secteur culturel, Québec, 2000-2001 et 2001-2002

Secteurs culturels	Gouvernement québécois				Fédéral				Municipal				Dépenses totales			
	2000-01		2001-02		2000-01		2001-02		2000-01		2001-02		2000-01		2001-02	
	M\$	M\$	\$	%	M\$	M\$	\$	%	M\$	M\$	\$	%	M\$	M\$	\$	%
Bibliothèques nationales	13,0	17,8	4,9	37	23,1	26,6	3,5	15	-	-	-	-	36,1	44,4	8,4	23
Bibliothèques publiques	51,7	24,1	(27,6)	(53)	0,0	-	-	-	199,9	187,5	(12,4)	(6)	251,7	211,7	(40,0)	(16)
Musées	107,6	103,2	(4,4)	(4)	62,6	57,8	(4,7)	(8)	60,3	64,9	4,6	8	230,5	225,9	(4,6)	(2)
Archives publiques	16,3	18,5	2,2	14	6,9	9,4	2,5	37	-	-	-	-	23,1	27,8	4,7	20
Patrimoine	33,4	41,4	8,1	24	118,1	141,5	23,4	20	0,6	0,9	0,3	56	152,1	183,9	31,8	21
Enseignement des arts	38,2	24,2	(14,0)	(37)	0,4	0,1	(0,3)	(67)	-	-	-	-	38,6	24,3	(14,2)	(37)
Édition	13,6	14,7	1,1	8	36,8	42,6	5,8	16	-	-	-	-	50,4	57,3	6,9	14
Arts de la scène	116,2	102,7	(13,5)	(12)	24,2	34,6	10,4	43	1,0	5,0	4,1	408	141,4	142,3	0,9	1
Arts visuels et métiers d'art	24,6	26,4	1,8	7	4,6	5,4	0,7	16	-	-	-	-	29,2	31,7	2,5	9
Cinéma et vidéo	34,8	46,0	11,2	32	126,8	140,8	14,0	11	-	-	-	-	161,7	186,9	25,2	16
Radiotélédiffusion	80,0	93,0	13,0	16	533,1	591,9	58,8	11	-	-	-	-	613,1	684,9	71,8	12
Industrie du disque	7,3	5,7	(1,6)	(22)	4,6	2,1	(2,5)	(54)	-	-	-	-	11,9	7,8	(4,1)	(35)
Multiculturalisme	5,8	7,0	1,2	21	2,6	0,1	(2,5)	(96)	-	-	-	-	8,4	7,1	(1,3)	(15)
Activités multidisciplinaires	52,8	48,4	(4,4)	(8)	37,2	38,4	1,2	3	-	-	-	-	89,9	86,8	(3,1)	(4)
Autres secteurs culturels	26,4	36,4	10,1	38	0,0	-	-	-	76,7	82,3	5,6	7	103,0	118,7	15,7	15
Total	621,6	609,6	(12,0)	(2)	981,1	1 091,4	110,3	11	338,5	340,7	2,2	1	1 941,1	2 041,7	100,5	5

¹ L'importante baisse observée dans le secteur des bibliothèques publiques tient principalement aux deux éléments suivants :

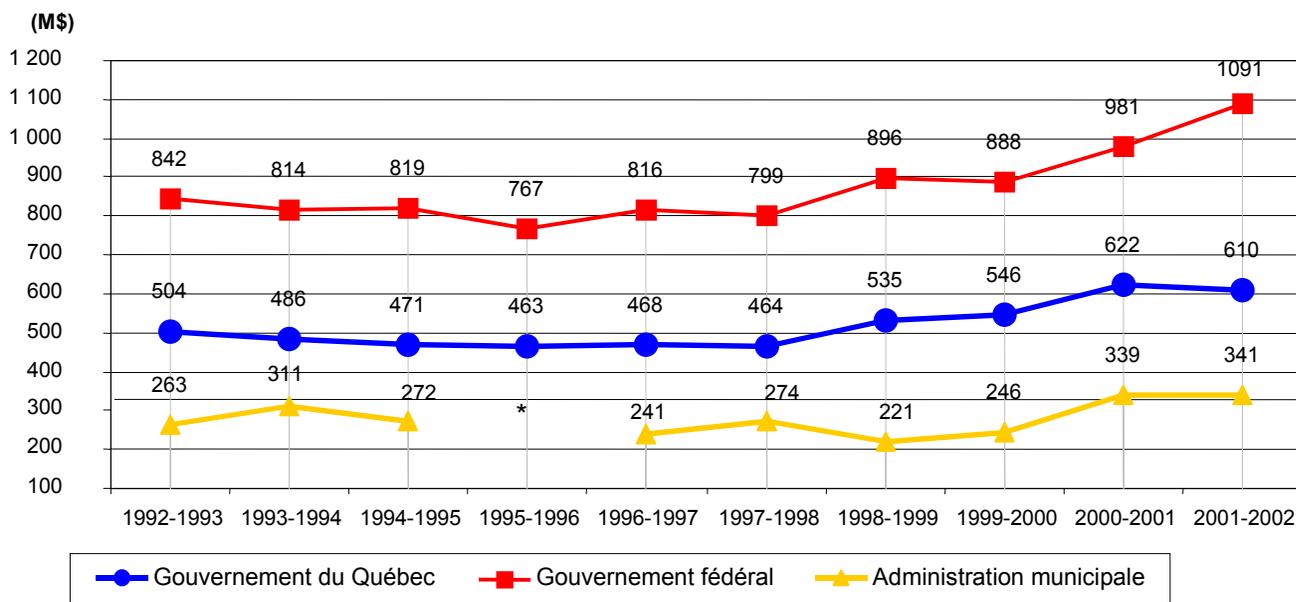
. en 2000-2001, les dépenses de la Grande bibliothèque (près de 13 M\$) étaient comptabilisées dans le secteur des *bibliothèques publiques*; en 2001-2002, suite à la fusion de la Grande bibliothèque et de la Bibliothèque nationale, l'ensemble des dépenses de la nouvelle entité sont désormais considérées comme des dépenses en matière de *bibliothèques nationales*;

. la baisse observée en 2001-2002 paraît plus importante qu'elle ne l'est parce que le niveau des dépenses en 2000-2001 était anormalement élevé : des versements prévus pour l'année suivante ont été effectués à la fin de cette année financière.

Évolution des dépenses sur 10 ans au Québec et au Canada

L'observation des données sur 10 ans montre qu'au Québec les dépenses culturelles en 2001-2002 ont augmenté globalement de 26,8 % comparativement à 1992-1993, passant de 1,61 milliard à 2,04 milliards. Les dépenses du gouvernement québécois ont augmenté de 105,1 M\$ (+ 20,8 %) et celles du fédéral de 249 M\$ ou 29,6 %; celles du gouvernement municipal ont connu une hausse identique à celle du gouvernement fédéral en termes de pourcentage, ce qui représente des dépenses supplémentaires de 77,7 M\$.

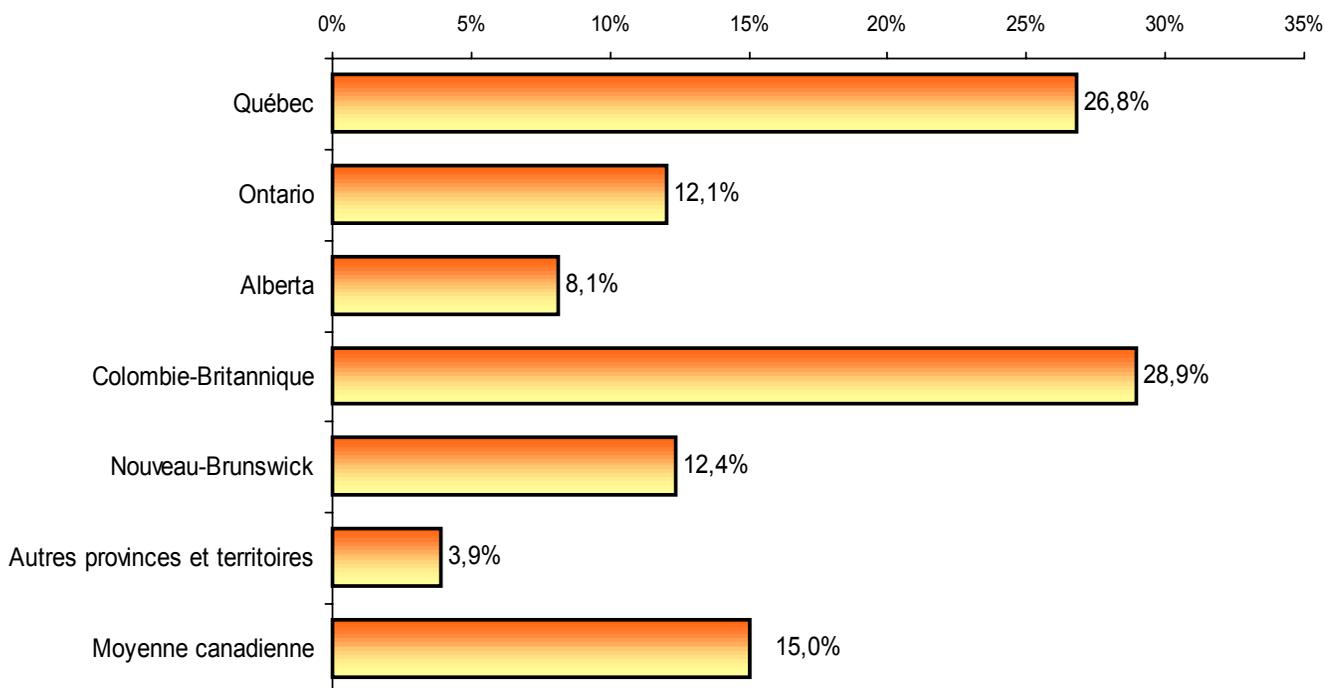
Graphique 2 : Dépenses culturelles des trois gouvernements, Québec, 1992-1993 à 2001-2002



* Les données municipales ne sont pas disponibles pour l'année 1995-1996.

Pendant que les dépenses combinées des trois gouvernements augmentaient de 26,8 % au Québec entre 1992-1993 et 2001-2002, elles connaissaient une croissance de 15,0 % dans l'ensemble du Canada. Seule la Colombie-Britannique a connu une croissance plus forte qu'au Québec.

Graphique 3 : Évolution en pourcentage des dépenses culturelles des trois gouvernements selon les provinces, Canada, 1992-1993 et 2001-2002

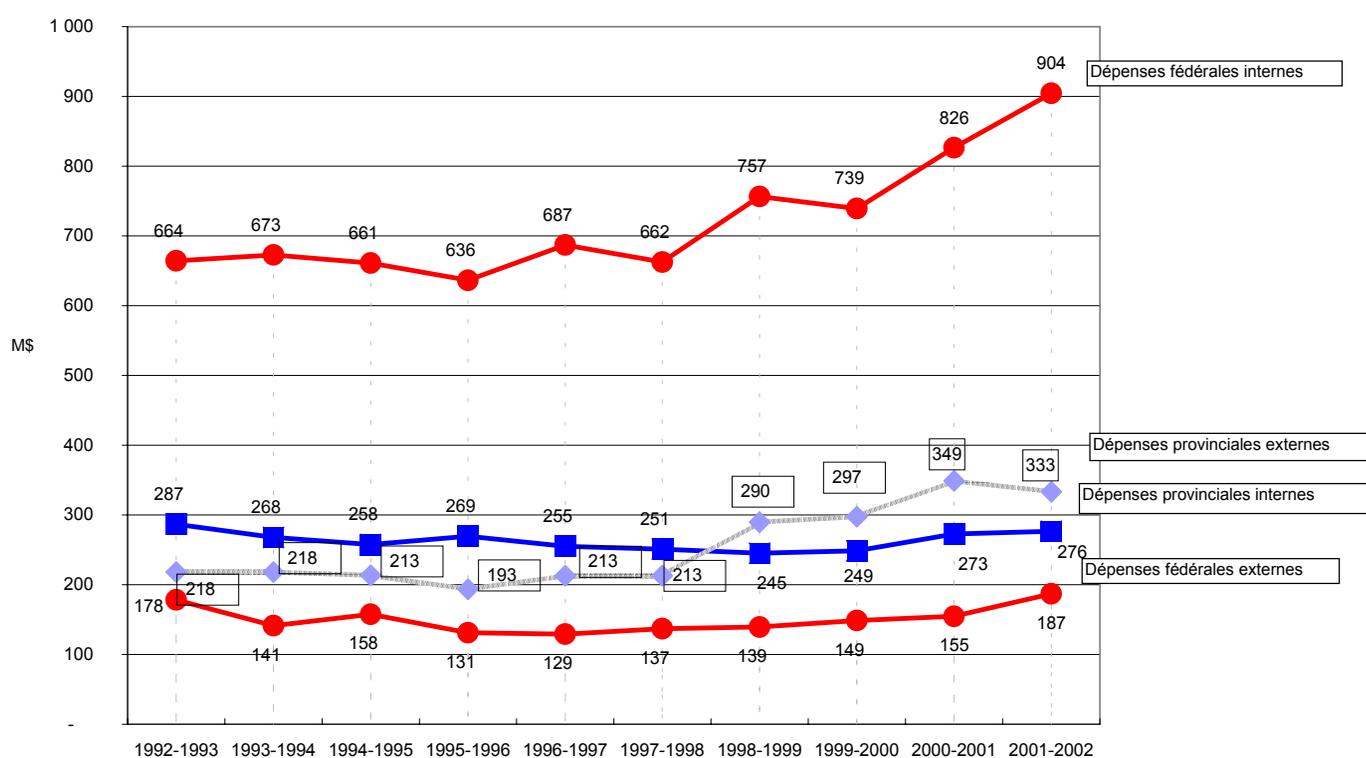


L'évolution des dépenses culturelles internes et externes au Québec sur 10 ans

Le graphique suivant permet de suivre l'évolution des dépenses internes et externes² des gouvernements fédéral et québécois au cours des 10 dernières années.

Du côté fédéral, les dépenses culturelles externes s'élèvent à 187 M\$ en 2001-2002, soit 17 % de ses dépenses totales au Québec, tandis que ses dépenses internes s'élèvent à plus de 900 M\$. En ce qui concerne le gouvernement du Québec, ses dépenses externes sont, au contraire, plus élevées que ses dépenses internes (55 % contre 45 %), et ce, depuis 1998-1999. En fait, entre 1992-1993 et 2001-2002, ses dépenses internes sont passées de 287 M\$ à 276 M\$, alors que ses dépenses externes sont passées de 218 M\$ à 333 M\$. En d'autres termes, les dépenses internes du gouvernement du Québec ont diminué de 4 % en 10 ans, alors que les subventions accordées aux clientèles externes ont augmenté de 53 %. Du côté fédéral, les dépenses internes ont, durant la même période, augmenté de 36 % et les dépenses externes de 5 %.

Graphique 4 : Dépenses culturelles internes et externes du gouvernement fédéral et du gouvernement québécois au Québec, 1992-1993 à 2001-2002



Dépenses culturelles per capita par province

Globalement, les dépenses publiques per capita pour la culture sont nettement plus élevées au Québec que dans les autres provinces : alors qu'elles s'établissent à 200,51 \$ dans l'ensemble du Canada, elles sont de 276,01 \$ au Québec, un écart de près de 38 %. En Ontario, à 202,81 \$, elles s'inscrivent dans la moyenne canadienne.

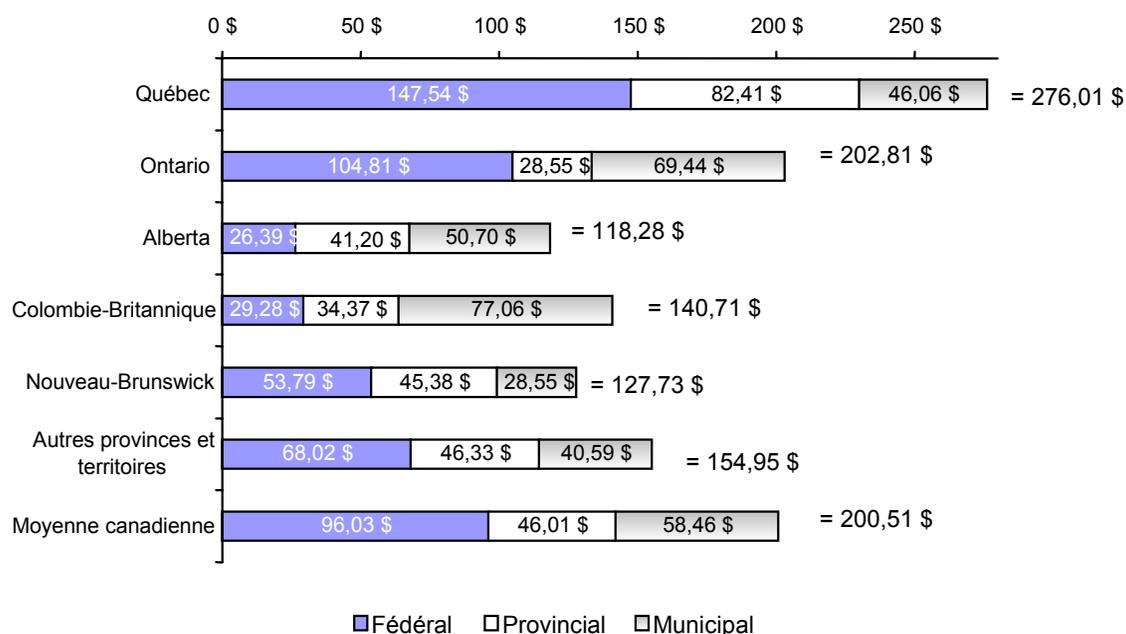
Si on examine maintenant les dépenses de chaque gouvernement, on constate que celles du fédéral et celles du provincial sont nettement plus élevées au Québec que dans les autres provinces, alors que celles des municipalités sont plus basses que la moyenne canadienne. Ainsi, les dépenses fédérales atteignent 147,54 \$ au Québec, comparativement à 96,03 \$ dans l'ensemble du Canada et à 26,39 \$ en Alberta (un écart de 6 pour 1 existe donc entre cette province et le Québec); les dépenses du gouvernement québécois s'établissent à 82,41\$ par rapport à 46,01 \$ au Canada (soit

² Les dépenses gouvernementales se répartissent en deux catégories :

- les dépenses internes : il s'agit essentiellement des dépenses liées à la gestion interne des ministères et des organismes publics (ex. : MCC, CALQ, SODEC, Grand Théâtre, musées nationaux, Télé-Québec, Radio-Canada, etc.). Elles comprennent notamment les salaires, le loyer, le chauffage et les immobilisations.
- les dépenses externes : il s'agit des subventions, contributions ou transferts versés par les ministères et les organismes publics à des particuliers, associations ou organismes privés ou à but non lucratif.

un écart de 79 %) et à 28,55 \$ en Ontario, l'endroit où les dépenses provinciales per capita pour la culture sont les moins élevées. Par contre, les dépenses municipales au Québec sont inférieures à la moyenne canadienne : 46,06 \$ au regard de 58,46 \$.

Graphique 5 : Dépenses culturelles per capita des trois gouvernements selon les provinces, Canada, 2001-2002



Soulignons que 78,5 % des dépenses culturelles du gouvernement fédéral sont réalisées au Québec et en Ontario (36,6 % et 41,9 % respectivement), alors que ces deux provinces comptent moins des deux tiers (62 %) de la population canadienne. Elles reçoivent près de 2,3 milliards de dollars sur les quelque 3 milliards dépensés en culture au Canada par l'administration fédérale. Cette concentration des investissements s'explique notamment par la présence prédominante de l'industrie cinématographique et télévisuelle dans ces deux provinces, ainsi que des sièges des grandes institutions qui y sont rattachées (ONF, Téléfilm Canada, Radio-Canada, etc.).

En résumé

Pour la première fois, les dépenses publiques en culture au Québec dépassent les 2 milliards de dollars. La radiotélédiffusion représente le tiers des dépenses (684,9 M\$). Ce secteur est suivi des musées (225,9 M\$), des bibliothèques publiques (211,7 M\$), du cinéma et de la vidéo (186,9 M\$) et du patrimoine (183,9 M\$). Ces 5 secteurs reçoivent près des trois quarts des investissements publics dans la culture.

Entre 2000-2001 et 2001-2002, les dépenses au Québec ont augmenté globalement de 5 % ou 100,5 M\$; celles du fédéral et du municipal ont connu une hausse de 11 % et 1 % respectivement, tandis que celles du gouvernement du Québec diminuaient de 2 %.

Les dépenses per capita sont 38 % plus élevées au Québec que dans l'ensemble du Canada, totalisant 276,01 \$ contre 200,51 \$.

Les dépenses externes du gouvernement du Québec dépassent depuis 4 ans le montant de ses dépenses internes. En 10 ans, ses dépenses internes ont diminué de 4 % et ses dépenses externes ont augmenté de 53 %. Durant la même période, les dépenses internes du gouvernement fédéral au Québec ont augmenté de 36 % et ses dépenses externes de 5 %. Ces chiffres montrent deux approches différentes : 83 % des dépenses du gouvernement fédéral au Québec vont au fonctionnement des ministères et organismes fédéraux, tandis que 55 % des dépenses du gouvernement du Québec vont à l'extérieur de l'appareil gouvernemental.

Michel Pelletier
DRS
Avril 2004

Quelques précisions

- Les dépenses considérées dans cette note sont celles des ministères, des municipalités et des organismes publics (ex. : Musée national des beaux-arts du Québec, Régie du cinéma, Radio-Canada, Télé-Québec, Grand Théâtre de Québec, etc.).
- Les dépenses **comprennent** les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation des ministères et organismes (les dépenses internes), ainsi que les sommes accordées à des particuliers et à des organismes privés ou sans but lucratif (les dépenses externes). Elles **ne comprennent pas** les dépenses relatives aux crédits d'impôt. Or, dans certains secteurs, ces dépenses fiscales peuvent parfois constituer une aide financière plus importante que les subventions qui leur sont accordées.
- Les statistiques contenues dans cette note diffèrent de celles provenant de Statistique Canada ou de l'Institut de la statistique du Québec : les dépenses retenues correspondent à la définition du champ de la culture adoptée par le MCC, qui diffère de celles qu'utilisent ces deux organismes. Le MCC exclut les dépenses liées aux parcs naturels, aux bibliothèques scolaires, collégiales et universitaires et à la protection, à la promotion ou au développement de la langue française, alors que l'ISQ ou Statistique Canada incluent l'un ou l'autre de ces postes de dépenses.
- L'examen des données portant sur les municipalités québécoises nous amène à croire que leurs dépenses en culture sont, dans certains secteurs du moins, sous-estimées, et nous invitons les lecteurs à la prudence. Malgré cette réserve, nous incluons ces données dans nos analyses statistiques car elles constituent la seule source disponible permettant de faire des comparaisons interprovinciales en matière de dépenses municipales.
- Ce document porte sur les dépenses publiques en matière de culture et non sur l'aide publique accordée à la culture... La différence est que les ministères et organismes publics dépensent plus d'argent pour la culture que les gouvernements ne leur en versent à ce chapitre, en raison notamment de leurs revenus autonomes (entrées au guichet, revenus publicitaires, etc.) ou des contributions du secteur privé (dons, mécénat, etc.). Par exemple, Télé-Québec reçoit une aide gouvernementale de 60,9 M\$, alors que ses dépenses s'élèvent à 77,5 M. Par conséquent, le montant des dépenses publiques est supérieur aux déboursés effectués par les gouvernements au chapitre de la culture.
- Source des données contenues dans ce document : Statistique Canada, Dépenses publiques au titre de la culture, catalogue 87F0001XDB, compilation du MCC.